



FÉDÉRATION NATIONALE DE LA LIBRE PENSÉE

Membre de
l'Association Internationale de la Libre Pensée (AILP)

10/12 rue des Fossés-Saint-Jacques 75005 PARIS

Tél. : 01 46 34 21 50

libre.pensee@wanadoo.fr – <https://www.fnlp.fr>

Contribution de la Libre Pensée « A Nous sommes Pour »

Nous remercions l'équipe de campagne de **Jean-Luc Mélenchon** pour les élections présidentielles de 2022 de nous avoir sollicités afin de donner notre point de vue sur le programme du candidat.

Si d'habitude, c'est la **Fédération nationale de la Libre Pensée** qui interpelle les candidats aux élections présidentielles, il n'est pas anormal que cela soit parfois l'inverse et que la Libre Pensée réponde aux sollicitations des candidats. Bien entendu, la Libre Pensée n'est pas habilitée à donner une quelconque consigne de vote. Comme le disait **Jean Macé**, nous ne sommes pas là pour faire les élections, mais faire des électeurs conscients et éclairés.

Nous tenons aussi à remercier publiquement le *Groupe parlementaire de la France insoumise* et, en particulier, **Alexis Corbière** de mener une action résolue à l'Assemblée nationale contre le projet de loi intitulé frauduleusement « *Pour conforter les principes républicains* » et qui ne vise, dans les faits, qu'à stigmatiser la population d'origine arabo-musulmane (réelle ou supposée).

Ce projet de loi ne contient aucune proposition positive, et préserve les atteintes antilaïques du *Régime de Vichy* et de *la loi Debré*. Toutes les propositions contenues dans ce texte ne sont que du domaine de la répression accrue et sont autant d'atteintes à la liberté de conscience de chacun et de tous.

Sur deux aspects très importants du futur programme de **Jean-Luc Mélenchon**, nous voulons affirmer notre accord profond :

- Celui sur la convocation d'une assemblée constituante souveraine. Il nous apparait que le caractère profondément bonapartiste et délétère des institutions de la Ve République est un problème qu'il faut régler en donnant la parole au peuple pour qu'il décide pleinement et librement de sa destinée. Le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes commence par le droit de choisir les institutions politiques du pays dans lequel on vit.
- L'abrogation de toutes les lois antilaïques pour redonner à l'École publique tous les moyens nécessaires à assurer sa mission d'Instruction publique pour tous les enfants de la République et pour l'extension de la loi du 9 décembre 1905 de Séparation des Eglises et de l'Etat à la totalité du territoire, de l'Alsace-Moselle aux territoires ultra-marins.

Comme vous pourrez le constater dans la résolution adoptée par le **Congrès national de la Libre Pensée de Saint-Herblain** (Loire-Atlantique) d'août 2018, que nous vous joignons en copie, une large identité de vue existe entre vous et nous sur ces questions.

Cependant, d'autres aspects du projet de programme de **Jean-Luc Mélenchon** ne retiennent pas notre attention, il est dans l'ordre normal des choses qu'on ne soit pas d'accord sur tout :

- Si nous sommes en accord avec l'extension de la **PMA** à toutes les femmes, nous sommes aussi pour la mise en œuvre de la **GPA** dans une démarche altruiste. Vous trouverez ci-joint une résolution de notre Congrès national de 2015 à Creil (Oise).

- Nous sommes farouchement opposés à toutes formes de discrimination entre les femmes et les hommes et nous nous prononçons depuis toujours pour une stricte égalité entre eux. Nous n'estimons cependant pas que le dispositif dit « *de la parité* », basé sur la discrimination positive soit de nature à régler le problème de l'inégalité, surtout si on l'applique dans les domaines privé et associatif. Ceci nous semble être une remise en cause du principe de Séparation entre la sphère publique et la sphère privée.

- Nous sommes aussi résolument opposés à la mise en œuvre du **Service National Universel** qui n'est, à nos yeux, qu'un embrigadement militarisé et policier de la jeunesse. Le développement de la citoyenneté ne passe pas pour nous par le salut au drapeau, au garde-à-vous et au son de musiques martiales et ne saurait servir de réservoir à l'armée et aux OPEX.

Nonobstant ces questions, importantes à nos yeux, les deux points sur lesquels nous affirmons notre profond accord, s'ils trouvaient application et mise en œuvre, seraient de nature à retrouver le chemin d'une véritable République, laïque, démocratique et sociale.

Recevez, chers camarades, l'expression de notre attachement à une Humanité meilleure et plus éclairée.

La Commission Administrative Nationale de la Libre Pensée